



COMMUNIQUÉ UNITAIRE

Paris, le 2 avril 2026

DÉTERMINÉS À AGIR !

Nos fédérations font le constat sans appel d'une dégradation sans précédent de la situation sanitaire et sociale dans l'entreprise. Nous ne laisserons pas les drames se succéder. L'empilement de restructurations, et le processus de privatisation/filialisation, ont un seul fil conducteur : attaquer frontalement le socle de droits et garanties collectives des cheminot·e·s. Nous devons stopper cette politique visant à déstabiliser les salarié·e·s de tous les collèges et créer un climat professionnel anxiogène.

Situation sanitaire et sociale : nos fédérations déclarent l'état d'urgence.

Les drames se succèdent depuis le début de l'année, et il est évident que le travail ne peut pas être mis de côté. Pour nos fédérations, il y a urgence absolue à mettre en protection toutes les cheminotes et tous les cheminots. C'est le sens de l'action de nos fédérations.

Nos organisations syndicales exigent un arrêt des restructurations à tous les niveaux de l'entreprise et du processus de démantèlement/filialisation. Il faut des moyens humains pour bien travailler : la destruction des collectifs et de la proximité doit cesser. **C'est bien un arrêt d'urgence qu'il faut opérer !**

L'unité sociale des cheminot·e·s est un combat !

Sous couvert d'ouverture à la concurrence, la stratégie d'éclatement et de filialisation est poursuivie aveuglément par la direction SNCF. Ce sont l'ensemble des droits et garanties collectives des cheminot·e·s que la Direction entend raboter, voire supprimer, et ce bien au-delà des seules sociétés dédiées à Voyageurs ou Fret. L'ouverture à la concurrence, que nous continuerons à combattre, ne doit pas servir de prétexte à du moins-disant social généralisé. La sous-traitance répond aux mêmes logiques.

Nous voulons maintenir TOUS les droits pour TOUS. Ce n'est pas aux cheminot·e·s de payer les surcoûts de l'ouverture à la concurrence !

Le temps de travail et les conditions de travail des cheminots dans le collimateur

Toujours sous couvert de la concurrence, et dans un premier temps dans les filiales dédiées, c'est au tour du temps repos et des conditions de travail des cheminot·e·s que la Direction entend s'attaquer. Nous ne sommes pas dupes ! La volonté est bien de remettre en cause les temps de repos journaliers et périodiques, le nombre de jours travaillés, les amplitudes, le nombre de week-ends de TOUS les cheminot·e·s... tout y passe !

C'est déjà le cas avec la volonté d'imposer des outils de commande qui font fi de toute la réglementation et qui poussent les cheminot·e·s vers l'épuisement physique et mental. **Les cheminotes et les cheminots ne laisseront pas un pilier de notre unité sociale exploser en de multiples accords au gré des envies de toutes les activités du Groupe !**

Nos fédérations entendent continuer à agir dans l'unité, sans exclure aucune modalité d'action, dans l'hypothèse où la Direction maintiendrait sa feuille de route régressive sans prendre en compte les attentes légitimes des cheminot·e·s.